



HAL
open science

Une “ utopie politique ” pour les humanités numériques ?

Pierre Mounier

► **To cite this version:**

Pierre Mounier. Une “ utopie politique ” pour les humanités numériques ?. Socio - La nouvelle revue des sciences sociales, 2015, Le tournant numérique..et après ?, 4, pp.97-112. halshs-01142053

HAL Id: halshs-01142053

<https://shs.hal.science/halshs-01142053v1>

Submitted on 15 Apr 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Une « utopie politique » pour les humanités numériques ?

Modèles de communication savante et de gestion de la recherche en transformation

Pierre MOUNIER

C'est un poncif que de constater à quel point la réalité que recouvre le terme d'humanités numériques est diverse, mouvante, et finalement très mal définie. Dans la présentation qu'elle a donnée à la conférence « Interface 2011 », Melissa Terras critique ce qu'elle appelle la logique du « chapiteau » (« *big tent* » en anglais, titre qui avait été choisi pour la conférence « Digital Humanities » organisée la même année à Stanford) : cette logique « inclusive », qui accueille tout le monde pourvu que l'on puisse justifier d'une intersection quelconque entre une des disciplines des sciences humaines et sociales et les technologies numériques, pose aux humanités numériques la question de leur manque de cohérence. Comment établir des critères de

qualité, comment établir une offre de formation, délivrer des diplômes, évaluer des publications lorsque l'hétérogénéité est aussi grande à l'intérieur du champ (Terras, 2011) ?

Le « Manifeste des *digital humanities* », adopté à Paris en juin 2010 par la petite centaine de participants au premier THATCamp¹ organisé en France, assume cette ouverture au prix de l'hétérogénéité et qualifie les *digital humanities* de « transdiscipline » :

Pour nous, les digital humanities concernent l'ensemble des sciences humaines et sociales, des Arts et des Lettres. Les digital humanities ne font pas table rase du passé. Elles s'appuient, au contraire, sur l'ensemble des paradigmes, savoir-faire et connaissances propres à ces disciplines, tout en mobilisant les outils et les perspectives singulières du champ du numérique. Les digital humanities désignent une transdiscipline, porteuse des méthodes, des dispositifs et des perspectives heuristiques liés au numérique dans le domaine des sciences humaines et sociales (DACOS, 2011).

Les humanités numériques comme « *trading zone* »

La transdiscipline renverse donc le négatif en positif : ce qui pouvait être perçu comme une marque de désordre, une faiblesse conceptuelle, une absence de structuration est en fait une force opérationnelle. Un des éléments les plus intéressants des humanités numériques est sans doute d'être un des rares lieux de circulation et d'échanges à l'intérieur d'un champ constamment menacé d'occlusion par l'hyperspécialisation et le marquage de territoire. Car la recherche scientifique est traversée de

1. « THATCamp stands for "The Humanities and Technology Camp." It is an unconference: an open, inexpensive meeting where humanists and technologists of all skill levels learn and build together in sessions proposed on the spot. An unconference is to a conference what a seminar is to a lecture, what a party at your house is to a church wedding, what a pick-up game of Ultimate Frisbee is to an NBA game, what a jam band is to a symphony orchestra: it's more informal and more participatory. » Pour en savoir plus, voir « What is a THATCamp? », sur le site THATCamp : <<http://thatcamp.org/about/>>. les THATCamps sont proposés par le Center for History and New Media (CHNM), leur mode d'organisation (horizontal et autogéré) est copié sur les *barcamps*, inventés par les communautés de développeurs dans la Silicon Valley dans les années 2000.

contradictions entre d'un côté la nécessité d'une coopération entre acteurs apportant des points de vue et des méthodes complémentaires, et de l'autre les contraintes d'un champ académique structuré par des relations de domination. La domination n'est pas la concurrence : elle implique la persistance d'une inégalité structurelle entre acteurs à l'intérieur du champ, en permanence renforcée par les acteurs eux-mêmes : inégalité de disciplines, d'institutions, de professions, de publications (Bourdieu, 1984 : 97 sq.). Le manifeste de 2010 témoigne au contraire d'une perspective « communautaire » où chacun est placé sur un pied d'égalité, que ce soit sur le plan de l'appartenance disciplinaire, de l'ancienneté dans la carrière ou de la spécialisation professionnelle.

En effet, permettre la redéfinition des relations entre chercheurs et ingénieurs dans les processus de recherche en les sortant de la relation de subordination par laquelle elles sont habituellement conçues, pour pratiquer une coopération égalitaire dans les projets de recherche est un des apports souvent ressentis comme les plus importants, en France en particulier. Dans cette perspective, Patrick Svenson choisit d'utiliser la notion de « zone d'échange » (*trading zone*) pour décrire le champ des humanités numériques (Svenson, 2012). Le terme n'est pas anodin, il désigne un mode de coopération très particulier et renvoie à une situation historique singulière. Le concept de *trading zone* a été proposé par l'anthropologue des sciences et techniques Peter Galison pour décrire les relations qui se sont établies entre chercheurs et ingénieurs dans le Radar Laboratory du MIT pendant la Seconde Guerre mondiale (Galison, 1997). Comme son nom l'indique, le « RadLab » est l'endroit où le radar fut conçu. Selon Galison, il est un des lieux où s'inventent de nouvelles relations de travail entre chercheurs de différentes disciplines, et entre chercheurs et ingénieurs, mobilisés ensemble et à égalité pour la résolution de problèmes concrets. Le RadLab est un exemple significatif de la manière dont la Seconde Guerre mondiale redéfinit les relations entre sciences et technologie au cœur de la machine de guerre américaine. Au-delà des théories fondamentales pour les technologies numériques que produit le conflit ou dont il accélère l'adoption comme la théorie cybernétique de Norbert Wiener (Triclot, 2008), on assiste en effet à une reconfiguration globale du champ scientifique, où la recherche sera, pour les décennies à venir, davantage liée à la technologie et souvent orientée par les besoins de l'industrie militaire

et civile. Les développements de la technologie nucléaire au lendemain de la guerre permettront le développement de la nouvelle configuration techno-scientifique.

Parler de *trading zone* à propos des humanités numériques, c'est donc analyser le développement de ce mouvement comme celui d'une redéfinition profonde des relations que les disciplines des sciences humaines et sociales établissent avec la technologie au sein du processus de recherche. Et de fait, plusieurs observateurs ont remarqué que les humanités numériques ne se présentent pas d'emblée comme une « théorie » ou une nouvelle épistémologie dans le champ scientifique, mais sont concentrées historiquement sur des questions d'outils et de méthodes, dans la solution de problèmes pratiques et la fabrication d'outils pour la recherche (Wieviorka, 2013). « *More hack, less yack* » (littéralement : plus de piratage, moins de bla-bla), affiche avec effronterie le Center for History and New Media (Nowviskie, 2014). Abstraction faite de la provocation qui témoigne aussi de la manière dont ce centre de recherche en humanités numériques créateur d'outils populaires cherche à se positionner à l'intérieur de son champ, ce mot d'ordre révèle une orientation importante du domaine, davantage tourné vers le « faire » (*make*) que vers le discours, et dont les productions sont plus souvent des outils et des dispositifs que des publications.

Les humanités numériques au prisme de la « technique comme idéologie »

Le mouvement des humanités numériques signifie-t-il l'intégration des humanités dans un complexe techno-scientifique asservi à des fins industrielles que d'autres disciplines, sciences physiques, sciences de la vie ont déjà expérimentée au cours des dernières décennies ? Répondre immédiatement par l'affirmative serait céder à la caricature et attribuer un sens univoque à un mouvement historique relativement récent dont les directions ne semblent pas encore complètement déterminées. Ce mouvement ne peut être simplement décrit comme celui par lequel les recherches en sciences humaines se dotent d'outils techniques. Car le travail de recherche en lui-même, et quel que soit son domaine d'application, a toujours comporté une dimension technique (Jacob, 2011 : 11 *sq.*). Il s'agit plutôt de l'intégration possible de ces disciplines dans un ensemble où la science et la technique se sont constituées en « idéologie », bien décrit par Habermas dans un texte

célèbre, composé pour les soixante-dix ans d'Herbert Marcuse (Habermas, 1990). Dans cette perspective et cette filiation philosophique, est mise au jour la manière dont la rationalité instrumentale – qui a pour finalité de permettre à l'homme de disposer librement des choses – envahit le système social lui-même et, en se constituant en « idéologie », finit par asservir l'homme comme objet de cette rationalité.

La théorie des systèmes dont la cybernétique est une branche constitue en effet pour Habermas un des développements qui ont pour effet de soumettre le système social et l'activité communicationnelle à la raison instrumentale :

Si on voit la logique interne du développement technique dans le fait que le secteur de l'activité rationnelle par rapport à une fin se trouve petit à petit dégagé du substrat de l'organisme humain et transféré au plan des machines, alors ne pourrait-on pas comprendre cette intention technocratique elle-même comme la dernière étape de ce développement ? Non seulement l'homme – dans la mesure où il est homo faber – peut s'objectiver pour la première fois totalement et se trouver confronté à ses actes, devenus indépendants en ayant pris la forme de produits, mais il peut aussi – en tant qu'homo fabricatus – être lui-même intégré à son appareil technique, s'il devient possible de reproduire la structure de l'activité rationnelle par rapport à une fin au niveau des systèmes sociaux (Habermas, 1990 : 47).

Selon lui, le cadre institutionnel de la société se trouve alors absorbé par les sous-systèmes techniques qui le constituent. « Certes, cette intention technocratique n'a jamais connu ne fût-ce qu'un commencement de réalisation », écrit-il en 1968. On peut se demander si ce n'est justement pas à ce mouvement que l'on assiste aujourd'hui, avec l'intégration par les technologies numériques en réseau de tous les secteurs de la vie sociale et jusqu'au plan de la relation interpersonnelle dans des systèmes de communication autostabilisés par rétroaction. Or, et c'est le point le plus important, cette intégration de la vie sociale s'accompagne d'une représentation de celle-ci comme système. La question est alors de savoir si le développement des humanités numériques désigne seulement l'équipement des sciences humaines au moyen d'outils de recherche et de communication numériques, ou aussi, voire essentiellement, le développement en leur sein d'une représentation cybernétique de leur objet.

La marque psycho-sociologique de l'époque, écrit Habermas, se caractérise moins par la personnalité autoritaire que par une déstructuration du surmoi. Or, un plus grand développement du comportement adaptatif n'est que l'envers ou la contrepartie d'un domaine d'interaction médiatisé par le langage en train de se dissoudre sous l'influence des structures d'activité rationnelle par rapport à une fin. À cela correspond au niveau subjectif la disparition de la différence entre activité rationnelle par rapport à une fin et interaction, non pas seulement dans la conscience des sciences de l'homme, mais dans la conscience des hommes eux-mêmes. Le fait que cette différence soit masquée montre justement la force idéologique de la conscience technocratique (ibid. : 48-49).

Force est de constater qu'aujourd'hui, plusieurs options sont possibles au sein d'un champ qui semble se structurer, aussi bien sur le plan des théories mobilisées que des pratiques savantes, autour du paradigme du traitement quantitatif de grandes masses de données. Le terme générique de « *big data* » désigne en effet des pratiques et des positions théoriques fort diverses : elles sont mobilisées tantôt comme instrument heuristique permettant au chercheur d'adopter un point de vue inédit sur son objet d'étude et de là de formuler de nouvelles hypothèses et de progresser dans son enquête, tantôt comme outil « confirmatoire » permettant d'établir des faits et d'en démontrer la validité. La place laissée à l'activité interprétative est sujette à discussion dans ce nouveau champ d'investigation qualifié parfois de « *culturomics* ». Si les inventeurs du terme en reconnaissent la nécessité (Michel *et al.*, 2011), d'autres en amoindrissent la portée (Mayer-Schönberger et Cukier, 2013), ou la réduisent à la portion congrue (Leetaru, 2011). Lorsque ces méthodes de recherche font l'objet de vulgarisation journalistique, c'est la notion de « théorie » et de « méthode scientifique » qui est elle-même rejetée (Anderson, 2008), provoquant une réponse des chercheurs en sciences sociales (Boyd et Crawford, 2012).

Milad Doueïhi (2011) a bien identifié cette tension dans le champ des humanités numériques mais aussi dans la tradition scientifique, et l'a caractérisée comme une opposition entre la mathesis universelle cartésienne² et l'« impératif philologique » proposé par Vico. Mais la mathesis

2. Pour reprendre la définition qu'en donne Wikipédia, « la mathesis universalis (du grec *mathesis* : science, et du latin *universalis* : universel) est une expression popularisée

implique nécessairement une visée instrumentale qui permet à l'homme de se rendre « comme maître et possesseur de la nature ». Si le développement des sciences sociales s'est très tôt accompagné de propositions instrumentales d'ingénierie sociale, dont témoigne par exemple le développement des sciences politiques, des sciences de l'administration et du management, la vie culturelle, qui constitue l'objet même des sciences humaines, semblait par essence irréductible à ce mouvement. L'intensification des usages des technologies de l'information et de la communication au cœur de la vie culturelle et des interactions symboliques, que l'on voit à l'œuvre dans les différents secteurs de l'édition, dans les dispositifs d'information en ligne, dans la domination progressive des médias sociaux dans les échanges inter-individuels, change la donne. Radicalement. Car elle pose la question de la visée instrumentale à des disciplines qui ne la connaissaient pas, et en tout cas pas dans cette proportion. On peut penser à la linguistique computationnelle, une des disciplines qui ont le plus contribué au développement du champ des humanités numériques, qui s'est développée à l'interface entre des besoins de recherche par analyse de corpus et des besoins industriels d'analyse automatique des langues pour des applications dans des domaines aussi divers que la traduction, les interfaces homme-machine, la recherche d'information ou encore l'analyse d'opinion.

Il n'est pas inacceptable en soi que certaines disciplines des sciences humaines trouvent de nouvelles applications concrètes dans différents secteurs des industries culturelles et des nouvelles industries du traitement de l'information. C'est un moyen pour elles de justifier de leur utilité sociale dans une période où celle-ci est fortement questionnée. Le risque est cependant, comme cela a déjà été le cas dans d'autres disciplines, un basculement du centre de gravité des recherches, entraînant une dévitalisation voire une disparition à terme de leur tradition la moins directement utilisable et la plus critique, la plus théorique aussi, au profit de ce qui est directement mobilisable par ces industries. D'où les vives tensions que provoque le développement des humanités numériques à l'intérieur

par Descartes, qui désigne l'hypothèse d'une science universelle primitive, conçue sur le modèle des mathématiques. Décrite notamment par Leibniz, elle devait pouvoir s'effectuer au travers d'une machine à calcul ou machine à raisonner, telle que son cylindre à calculer ».

du champ académique : il est souvent synonyme d'une réorientation des financements de la recherche qui se traduit de manière visible dans les universités nord-américaines en particulier par une diminution de postes affectés aux départements traditionnels de sciences humaines concomitante avec la création de nouveaux centres d'humanités numériques fort bien dotés.

Milad Doueïhi ne se résigne pas à une défaite de l'impératif philologique au profit de la mathesis universelle. Il pense qu'il est possible de proposer un nouvel humanisme, un « humanisme numérique » qui porterait à la fois la dimension critique, réflexive et les méthodes propres aux humanités dans la civilisation numérique. Il rejoint en cela la proposition de David Berry (2011) de travailler à une « philosophie de l'ère des données » qui prendrait pour objet le « tournant computationnel » que connaissent non seulement les humanités, mais aussi l'ensemble des activités culturelles dans nos sociétés. L'artiste et chercheuse nord-américaine Johanna Drucker incarne bien cette démarche. Ayant participé à la création d'un des premiers centres d'humanités numériques en Amérique du Nord, elle défend par exemple dans plusieurs publications et conférences la notion de « *capta* » qu'elle oppose aux « *data* » pour y faire valoir et permettre la représentation de l'activité humaine de symbolisation au sein des dispositifs de communication numérique (Drucker, 2010). À la *trading zone* du RadLab, on pourrait dès lors opposer celle qu'elle propose dans son « *SpecLab* », qui repose aussi sur une collaboration entre ingénieurs et chercheurs, mais dont l'orientation, fondamentalement différente, vise non pas l'invention d'outils efficaces pour mener des guerres ou distraire les masses, mais la mise en œuvre d'une pensée spéculative et critique en actes, qu'elle qualifie de « *speculative computing* », passant elle aussi par la conception et la réalisation de dispositifs opérationnels (*id.*, 2009).

Le manifeste de 2010 affichait un positionnement résolument « transdisciplinaire ». Mais il ne faisait pas seulement cela. Il rattachait les humanités numériques à un ensemble de valeurs dont il assurait la promotion. Pour cette raison, il se situait dans la continuité de tout un ensemble de textes caractéristiques de ce champ : en plus de se définir et de tracer les frontières de leur domaine, nombre d'acteurs des humanités numériques tentent, dans de multiples textes, de définir les valeurs auxquelles ils rattachent leurs pratiques. Cette particularité est étonnante car elle est en rupture avec la situation de la plupart des disciplines des sciences humaines et sociales.

Ces dernières, en effet, définissent aujourd'hui un domaine d'activité professionnel qui s'interroge souvent sur ses méthodes, quelquefois sur la place que lui attribue la division sociale du travail, très rarement sur ses finalités. Absorbées par la cité scientifique, les humanités et les sciences sociales sont supposées en adopter les mœurs et les normes sans que cela fasse l'objet de discussions particulières.

Lorsque les humanités numériques posent la question du collectif de recherche

Quelles sont donc ces « valeurs » que les humanités numériques revendiquent comme leur appartenant en propre et qui les singularisent ? Dans l'ouvrage collectif *Debates in the Digital Humanities*, Lisa Spiro propose une contribution dont le titre est parlant : « This is why we fight. Defining the values of digital humanities » (Spiro, 2012). Et de proposer la synthèse de ces fameuses valeurs qu'elle a trouvées exprimées dans le corpus de textes programmatiques : « *openness, collaboration, collegiality, connectedness, diversity, experimentation* ». Celles-ci s'actualisent dans des formes très concrètes de travail collectif. Et de fait, les différents acteurs des humanités numériques mobilisent en permanence la plupart des moyens de communication numérique et les médias sociaux dans leurs échanges : listes de discussion, sites Internet, blogs, plateformes collaboratives, revues électroniques. La communication en réseau y joue à plein, qui connecte librement les individus dans une perspective horizontale à travers les séparations disciplinaires et institutionnelles. On assiste donc bien à une redéfinition du collectif de recherche, comme l'expriment les termes de *collaboration, collegiality, connectedness*, tous construits avec le même préfixe. En plus d'être une proposition méthodologique et peut-être épistémologique, le mouvement des humanités numériques comporte une dimension politique qui ne doit pas être négligée.

On sait depuis bien longtemps que la question du collectif est problématique dans les sciences humaines, tiraillées entre des modèles d'organisation institutionnelle de la recherche et la figure isolée du professeur en chaire, ou de l'auteur sacralisé qu'encourage la proximité de ces disciplines avec l'écriture littéraire. Le « Manifeste pour une utopie baconienne en sciences humaines et sociales » proposé par Igor Babou et Joëlle Le Marec,

qui s'interroge sur « la possibilité d'un travail collectif en sciences humaines et sociales » et en appelle à la fondation d'un projet politique revenant aux sources des sciences modernes posées par Francis Bacon dans sa *Nouvelle Atlantide*, en est une belle illustration (Le Marec et Babou, 2001). À son tour, le manifeste des « jeunes chercheurs », rédigé collectivement à l'Institut historique allemand en 2013, pose la question du collectif de recherche en termes éminemment politiques et avance des revendications concrètes en matière de financement, de recrutement, de déroulement de carrière :

D'un côté, de nouvelles façons de faire de la recherche se sont développées – une recherche connectée, collaborative, horizontale, multimodale, multidisciplinaire et multilingue. Les praticiens du numérique se consacrent à de nouvelles activités et travaillent avec de nouveaux outils; ils construisent des bases de données, développent des logiciels, analysent de vastes ensembles de données, définissent des modèles conceptuels, collaborent au moyen de wikis et de pads, communiquent par l'intermédiaire des sites web, des blogs et autres médias sociaux. De l'autre côté, les institutions de recherche résistent souvent à ces changements, voire les empêchent : la formation des chercheurs, les programmes de financement, les critères d'évaluation, les procédures de recrutement et de promotion n'ont que peu évolué et ne semblent pas en mesure de profiter des avantages de l'environnement numérique (Dhiparis, 2013).

La communauté contre l'institution

C'est bien en effet en ces termes qu'il faut appréhender le « combat », comme le dit Lisa Spiro, dans lequel s'engagent en partie les humanités numériques, dépassant assez radicalement celui que portait, il y a quelques années, un Tzvetan Todorov, qui attaquait déjà l'institution, mais alors au nom de l'individu (Todorov, 2002). Ce combat est « politique » parce qu'il porte sur la constitution des collectifs dans la recherche, mais aussi sur leur mode de gouvernance et les rapports qui s'établissent entre individus en leur sein. Or, cette question est loin d'être spécifique au domaine des humanités numériques; elle n'est même pas particulière à l'Académie ou aux milieux de recherche. Car la crise des institutions, la désaffiliation individuelle et l'émergence progressive d'une « société en réseau », pour reprendre le concept proposé par Manuel Castells (2001), traverse tous les secteurs d'activité de la société. Elle témoigne aussi de la crise d'un modèle d'organisation du travail dans les

sociétés libérales sur lesquelles souffle un « nouvel esprit du capitalisme » qui fait la part belle à l'individu « connecté », « multimodal » et « collaboratif », mobile, ouvert à la « diversité » des opportunités qui s'offrent à lui, en un mot, entrepreneur de sa propre vie. Dans les administrations publiques, dont relève la plupart du temps la recherche en sciences humaines et sociales, en Europe continentale du moins, cette évolution s'est manifestée sous la forme d'une réforme des modes d'organisation : le « *new public management* » affaiblit la spécificité des structures publiques et y introduit des principes issus du secteur privé : la mise en concurrence par le marché, l'évaluation par le résultat, le pouvoir donné aux managers (Nosbonne, 2013).

Les humanités numériques participent-elles de ce mouvement général ? Constituent-elles le cheval de Troie d'une société en réseau, du nouvel esprit du capitalisme et du *new public management* au sein d'un secteur structuré selon une tradition académique séculaire ? Ce mouvement constitue-t-il une remise en cause, un affaiblissement par l'intermédiaire des technologies sur lesquelles il s'appuie, technologies de la communication et du commandement, de l'« autonomie du champ scientifique » dont Pierre Bourdieu (1976) a montré combien ses fondements étaient régulièrement menacés ? La question mérite d'être au moins examinée. Il est encore sans doute trop tôt pour le dire, et répondre immédiatement par l'affirmative serait céder à la caricature pour un mouvement qui n'en est qu'à ses débuts et présente de plus des caractéristiques contradictoires. Il reste que certaines d'entre elles semblent parfaitement adaptées au nouveau contexte postindustriel. L'organisation par projet par exemple, qui permet de réunir des équipes hybrides et temporaires autour de la réalisation d'un dispositif particulier. On pourrait, pour s'en convaincre, comparer les plaquettes de présentation d'un département de recherche et d'un centre d'humanités numériques d'une université, pour constater une différence fondamentale entre les deux structures : le département de recherche présentera en premier lieu la liste des chercheurs le composant et les sujets et thématiques sur lesquels ils travaillent, éventuellement les axes de recherche qui structurent l'ensemble en sous-thématiques ; le centre présentera d'abord la liste des projets qu'il a réalisés. Alors que les départements bénéficiaient jusqu'à récemment de budgets fixes et récurrents, les centres, qui viennent se superposer aux départements, construisent leurs budgets essentiellement à partir de financements sur projets.

Il semble difficile de dire que le développement des humanités numériques provoque le basculement du monde académique vers des modes de financement par projets. Cette évolution est bien plutôt la conséquence d'une réforme des politiques de recherche à partir des années 1980 dans la plupart des pays développés. Cependant la manière dont les recherches en humanités numériques sont structurées aujourd'hui semble particulièrement bien adaptée au nouveau contexte. En France, par exemple, c'est le lancement des premiers appels à projet « corpus »³ par l'Agence nationale de la recherche (ANR) en 2007 qui a véritablement donné le signal d'un développement important de ce secteur. En termes de structuration des postes de travail, cette évolution se traduit par une multiplication des contrats à durée déterminée ainsi que par la prolifération des profils à mi-chemin entre la recherche et l'ingénierie, profils que les anglophones qualifient d'« *alternative academic careers* » (Rogers, 2013).

Le développement des humanités numériques est donc au minimum l'une des manifestations de ce mouvement plus vaste de redéfinition et de concurrence des modèles d'organisation au sein des institutions scientifiques et culturelles, que Joëlle Le Marec et moi-même avons exploré (Mounier et Le Marec, 2006). Et la technologie est loin de jouer un rôle neutre dans cette redéfinition. Sur un spectre plus large, Fred Turner a montré dans un ouvrage frappant, *Aux sources de l'utopie numérique*, comment les technologies informatiques et numériques ont joué un rôle ambigu dans l'histoire politique et culturelle des États-Unis depuis la Seconde Guerre mondiale (Turner, 2012). En suivant l'itinéraire d'une figure de la révolution numérique aux États-Unis, Steward Brand, Turner montre comment le modèle cybernétique alimente la remise en cause par la contestation contre-culturelle des modèles de gouvernance et d'organisation bureaucratiques dans les années 1960, puis sert de cadre théorique à sa connexion avec la révolution néoconservatrice qui érige le marché en modèle de remplacement universel dans les années 1980. Il met au jour l'émergence progressive d'une « cybiculture » qui allie fascination pour la technologie et individualisme poussé à son extrême, célébration de l'entrepreneur agissant au sein d'un marché

3. Voir <<http://www.agence-nationale-recherche.fr/suivi-bilan/appels-a-projets-edition-2013/appel-detail/corpus-et-outils-de-la-recherche-en-sciences-humaines-et-sociales-2006/>>.

dérégulé, refus des modèles d'organisation verticale et auto-organisation en communautés virtuelles. Turner montre bien, d'ailleurs, comment ce mouvement prend ses racines dans le milieu bien spécifique de la Silicon Valley aux caractéristiques idiosyncrasiques sur le plan régional et historique. La cyberculture est aussi une « idéologie californienne », dont l'origine est géographiquement et historiquement située, et dont il faudrait mettre en évidence les relais par lesquels elle se propage et se diffuse. Dans le domaine qui nous occupe, deux exemples peuvent être évoqués.

Premier exemple, le premier manifeste pour les humanités numériques, rédigé en 2009 à UCLA qui témoigne abondamment de cette influence :

Digital Humanities have a utopian core shaped by its genealogical descent from the counterculture-cyberculture intertwinings of the 60s and 70s. This is why it affirms the value of the open, the infinite, the expansive, the university/museum/archive/library without walls, the democratization of culture and scholarship, even as it affirms the value of large-scale statistically grounded methods (such as cultural analytics) that collapse the boundaries between the humanities and the social and natural sciences. This is also why it believes that copyright and IP standards must be freed from the stranglehold of Capital, including the capital possessed by heirs who live parasitically off of the achievements of their deceased predecessors⁴ (The Digital Humanities Manifesto, 2009).

On ne saurait être plus explicite.

Les THATCamps, déjà évoqués, fournissent un second exemple particulièrement éclairant. Ils représentent aujourd'hui un mode de socialisation très répandu dans ce secteur. Ainsi, le CHNM recense-t-il près de

4. « Les humanités numériques ont fondamentalement une dimension utopique qu'elles héritent des contre-cultures et cybercultures entremêlées des années 1960 et 1970. C'est pourquoi elles insistent sur l'importance de l'ouverture, de l'infini, de l'expansion, de l'université/musée/archive/bibliothèque hors les murs, de la démocratisation de la culture et du savoir, même lorsqu'elles mettent en valeur les méthodes statistiques à grande échelle (comme les "cultural analytics") qui effacent les frontières entre les humanités, les sciences sociales et les sciences de la nature. C'est pour cette raison aussi qu'elles pensent que le droit d'auteur et les normes de la propriété intellectuelle devraient être libérés du joug que leur impose le Capital, y compris le capital détenu par des héritiers qui vivent en parasites des œuvres de leurs prédécesseurs disparus. »

deux cents THATCamps organisés dans le monde depuis 2008, dont il est vrai, près de 80 % pour la seule Amérique du Nord.

L'enquête devrait être approfondie et complétée : en quoi et comment l'organisation du travail entre chercheurs et ingénieurs à l'intérieur des projets d'humanités numériques s'inspire-t-elle de modèles importés d'autres domaines d'activité ? Quelles sont les motivations politiques de ceux qui portent l'extension de ce mouvement ? De quels exemples s'inspirent-ils ? Quel rôle jouent les chercheurs nord-américains dans la diffusion de modèles idéologiques et industriels en Europe ? Quelle est l'influence des agences de financement de la recherche *via* les contraintes qu'elles font peser sur l'organisation et le positionnement des projets de recherche en sciences humaines et sociales ? Quelles sont les trajectoires professionnelles entre entreprises privées et institutions publiques de ceux qui poursuivent des carrières « académiques alternatives » dans ce domaine ? En quoi les outils numériques mobilisés dans les pratiques de recherche, souvent conçus dans un contexte et utilisés dans un autre contribuent-ils à reconfigurer les processus intellectuels à l'œuvre dans différentes disciplines ? De telles questions seront de plus en plus à l'ordre du jour, d'où l'importance d'enquêtes empiriques en cours ou à venir sur ce sujet.

Conclusion

On dit quelquefois que les humanités numériques parlent trop d'elles-mêmes et ont tendance à s'enfermer dans une perspective quelque peu nombriliste. L'important serait d'agir, d'expérimenter, de « faire ». Cette position n'est pas recevable, car elle est confrontée à une alternative incontournable : ou bien les humanités numériques interviennent à la marge de la recherche en sciences humaines et sociales sans en modifier l'essentiel, et on ne voit pas bien alors ce qui justifierait qu'on en fasse tant de cas et qu'on leur consacre tant de moyens ; ou bien elles accompagnent une mutation importante, radicale, voire structurelle de ce secteur, et dans ces conditions, il est vital que la transformation en cours soit documentée, discutée, critiquée pour en saisir les implications intellectuelles et politiques. S'y opposer, c'est faire obstacle au développement d'une pensée de la technique au sein des sciences humaines et sociales, qui constitue le sens profond et la valeur réelle du mouvement des humanités numériques. La réflexivité recherchée ici n'est pas forcément discursive ; elle passe aussi par la conception, la

fabrication, la manipulation d'outils et d'artefacts. Elle ne peut être refusée *a priori*, car elle constitue l'unique moyen par lequel ces disciplines peuvent échapper à l'aliénation qui les menace et assurer leur autonomie dans un monde en mutation.

Références bibliographiques

ANDERSON, Chris, 2008, « The end of Ttheory: The data deluge makes the scientific method obsolete », *Wired*, 23 juin. Consultable en ligne : <http://www.wired.com/science/discoveries/magazine/16-07/pb_theory>.

BERRY, David M., 2011, « The computational turn: Thinking about the digital humanities », *Culture Machine*, vol. 12. Consultable en ligne : <<http://www.culturemachine.net/index.php/cm/article/viewArticle/440>>.

BOURDIEU, Pierre, 1976, « Le champ scientifique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 2, n° 2, p. 88-104. Consultable en ligne : <http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/arss_0335-5322_1976_num_2_2_3454>.

–, 1984, *Homo Academicus*, Paris, Éditions de Minuit.

BOYD, Danah et CRAWFORD, Kate, 2012, « Six provocations à propos des *big data* », traduit de l'anglais par Laurence Allard, Pierre Grosdemouge et Fred Pailler, in Pierre Mounier, *Read/write Book 2. Une introduction aux humanités numériques*, Marseille, OpenEdition Press, p. 197-219. Consultable en ligne : <<http://books.openedition.org/oep/273>>.

CASTELLS, Manuel, 2001, *La société en réseau*, Paris, Fayard.

DACOS, Marin, 2011, « Manifeste des Digital Humanities », 26 mars. Consultable en ligne : <<http://tcp.hypotheses.org/318>>.

DHIPARIS, 2013, « Jeunes chercheurs et humanités numériques : un manifeste », *Digital Humanities à l'IHA*, 13 septembre. Consultable en ligne : <<http://dhiha.hypotheses.org/1108>>.

DOUEIHI, Milad, 2011, *Pour un humanisme numérique*, Paris, Éditions du Seuil.

DRUCKER, Johanna, 2009, *SpecLab Digital Aesthetics and Projects in Speculative Computing*, Chicago, University of Chicago Press.

–, 2010, *Humanistic Approaches to the Graphical Expression of Interpretation*, MIT Video. Consultable en ligne : <<http://video.mit.edu/watch/humanistic-approaches-to-the-graphical-expression-of-interpretation-9596/>>.

GALISON, Peter, 1997, *Image and Logic: A Material Culture of Microphysics*, Londres et Chicago, The University of Chicago Press.

HABERMAS, Jürgen, 1990, *La technique et la science comme « idéologie »*, Paris, Gallimard.

JACOB, Christian, 2011, *Lieux de Savoir. Les mains de l'intellect*, Paris, Albin Michel.

LEETARU, Kalev, 2011,

« Culturomics 2.0: Forecasting large-scale human behavior using global news media tone in time and space », *First Monday*, vol. 16, n° 9. Consultable en ligne : <<http://firstmonday.org/ojs/index.php/fm/article/view/3663>>.

LE MAREC, Joëlle et BABOU, Igor, 2001,

« Manifeste pour une utopie baconienne en sciences humaines et sociales », *Alliage*, n° 47, p. 3-10. Consultable en ligne : <http://science.societe.free.fr/documents/pdf/Nova_Atlantis.pdf>.

MAYER-SCHÖNBERGER, Viktor

et **CUKIER, Kenneth**, 2013,

Big Data: A Revolution That Will Transform How We Live, Work, and Think, Boston, Houghton Mifflin Harcourt.

MICHEL, Jean-Baptiste, SHEN, Yuan K.,

AIDEN, Aviva Presser, VERES, Adrian

et al., 2011, « Quantitative analysis of culture using millions of digitized books », *Science*, n° 333, décembre, p. 176-182.

MOUNIER, Pierre et LE MAREC, Joëlle, 2006,

« Institutions publiques : entre logiques marchandes et échanges communautaires », *Terminal*, n° 97-98, p. 53-78.

NOSBONNE, Christophe, 2013,

« Le tournant managérial dans le secteur public européen : quelles conséquences sur l'action publique ? », *La Nouvelle Revue du travail*, n° 2, mis en ligne le 30 mars. Consultable en ligne : <<http://nrt.revues.org/962>>

NOWVISKIE, Bethany, 2014,

« On the origin of "hack" and "yack" », 8 janvier. Consultable en ligne : <<http://nowviskie.org/2014/on-the-origin-of-hack-and-yack/>>.

ROGERS, Katina, 2013,

« Supporting humanities careers and scholarship beyond the tenure track », University of Virginia Library, août.

Consultable en ligne : <http://libra.virginia.edu/file_assets/libra-0a:3530>.

SPIRO, Lisa, 2012,

« This is why we fight. Defining the values of digital humanities », in Matthew K. Gold (éd.), *Debates in the Digital Humanities*, Minneapolis, University of Minnesota Press. Consultable en ligne : <<http://dhdebates.gc.cuny.edu/>>.

SVENSON, Patrick, 2012,

« Beyond the big tent », in Matthew K. Gold (éd.), *Debates in the Digital Humanities*, Minneapolis, University of Minnesota Press. Consultable en ligne : <<http://dhdebates.gc.cuny.edu/book/>>.

TERRAS, Melissa, 2011,

« Peering inside the big tent: Digital humanities and the crisis of inclusion », Melissa Terras's Blog, 26 juillet. Consultable en ligne : <<http://melissaterras.blogspot.fr/2011/07/peering-inside-big-tent-digital.html>>.

The Digital Humanities Manifesto 2.0,

2009, mis en ligne le 29 mai.

Consultable en ligne : <<http://manifesto.humanities.ucla.edu/2009/05/29/the-digital-humanities-manifesto-20/>>.

TODOROV, Tzvetan, 2002,

« Sciences humaines : une mauvaise politique », *Le Monde*, 8 octobre.

TRICLOT, Mathieu, 2008,

Le moment cybernétique : la constitution de la notion d'information, Seyssel, Champ Vallon.

TURNER, Fred, 2012,

Aux sources de l'utopie numérique. De la contre-culture à la cyberculture, Stewart Brand, un homme d'influence, traduit de l'anglais par Laurent Vannini, Caen, C & F Éditions.

WIEVIORKA, Michel, 2013,

L'impératif numérique ou La nouvelle ère des sciences humaines et sociales ?, Paris, CNRS éditions.